

MENSUEL - N° 586

La référence suisse
de l'économie

Bilan

DOSSIER
IA et jeunes
entrepreneurs,
une relation
magnétique



LES ENTREPRENEURS DE MOINS DE 40 ANS

2026

MARCHÉ DE L'ART

Venise, théâtre de propagande

«**J**eux olympiques du monde de l'art», le cru 2026 de la Biennale de Venise aurait voulu nous faire croire que les antagonismes géopolitiques pouvaient être momentanément suspendus au profit de l'expérience esthétique. Tiens donc.

Cette année, le vernis a craqué: l'événement est devenu un théâtre caricatural des fractures mondiales. Rarement une édition aura généré autant de polémiques, d'incidents diplomatiques et de tensions politiques en 131 ans d'histoire. Dans la cité lagunaire, les conflits ne restent plus à la porte des pavillons. Ils deviennent l'exposition elle-même.

Le retour des pavillons russe et israélien a déclenché une crise ouverte. Le jury – entièrement féminin, notons-le – a refusé de remettre des prix à des artistes représentant des États dont les dirigeants sont accusés de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale. Une décision visant implicitement Israël et la Russie, dont la Biennale s'est immédiatement désolidarisée.

«POLITIQUE DE HAINE ABJECTE»

Le Ministère israélien des affaires étrangères a dénoncé un «jury politique» transformant l'exposition en lieu «d'endoctrinement anti-israélien». Des tracts qualifiant le pavillon israélien de «pavillon du génocide» jonchaient les lieux. Près de vingt pavillons ont temporairement fermé leurs portes en signe de protestation. Même la Commission européenne a menacé de retirer deux millions d'euros de ses subventions pour non-respect des normes éthiques.

Plus de 200 artistes et professionnels réclamaient déjà l'exclusion des pavillons russe, israélien et américain. Anish Kapoor dénonçant la «politique de haine abjecte» de Trump après son décret de 2025 visant la politisation croissante des institutions culturelles américaines.

L'ironie? La Biennale continue d'invoquer la neutralité institutionnelle avec un calme procédurier, affirmant «rejeter toute forme d'exclusion ou de censure de la culture et de l'art». Son argument: elle ne peut exclure aucune nation reconnue par l'État italien – la Palestine, elle, ne l'est toujours pas. Mais cette prétendue neutralité constitue déjà une prise de position.

La «Genève de l'art» n'a jamais été apolitique. Sa structure même – des pavillons nationaux se

disputant prestige, visibilité et influence culturelle – relève d'une logique diplomatique héritée des années Mussolini où l'événement était pensé comme un instrument de rayonnement idéologique italien. Aujourd'hui encore, chaque État y soigne son image comme dans un exercice de *soft power* sous climatiseur. «Tout art est propagande», écrivait George Orwell. Venise ne fait pas exception.

POLITIQUES FRAGILES

Au-delà de la lagune, c'est surtout l'autonomie culturelle qui cesse d'être une fiction crédible. Les musées parlent le langage de l'éthique et des droits humains, mais leur survie dépend toujours d'équilibres financiers et politiques extraordinairement fragiles. Le British Museum et le Science Museum restent sous pression pour mettre fin à leurs partenariats avec BP, les énergies fossiles mises en cause. La Tate, le Louvre ou le Metropolitan Museum ont progressivement retiré le nom Sackler de leurs murs après que celui-ci soit devenu indissociable de la crise mondiale des opioïdes. La morale institutionnelle évolue souvent moins par conviction que sous pression réputationnelle.

«Au-delà de la lagune, c'est surtout l'autonomie culturelle qui cesse d'être une fiction crédible.»

Israël et la Russie auraient pu se retirer. Aucun des deux ne l'a fait. Parce qu'au XXI^e siècle, abandonner la scène culturelle internationale revient à céder du territoire symbolique. Tout cela peut sembler dérisoire: querelles artistiques d'une élite mondialisée persuadée que quelques cocktails, vernissages et discours curatoriaux suffisent à produire du «dialogue». Pourtant, Venise révèle surtout une relique d'une mondialisation néolibérale où l'on continue de croire que l'art et la culture pourraient encore servir de langage commun. Le Pavillon suisse aura peut-être livré le verdict le plus implacable de cette édition: «The Unfinished Business of Living Together». ■

**Astrid Rosetti
Firmenich**

Consultante en art

